

CONSEIL MUNICIPAL


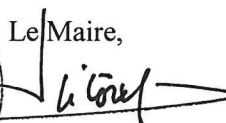
Mes chers Collègues,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir sous ce pli le Procès-Verbal de la séance du **Conseil municipal** du **jeudi 15 décembre 2022** qui sera soumis à votre approbation lors de notre prochaine réunion.

Il me serait agréable que vous fassiez connaître vos éventuelles remarques sur ce document auprès de Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services, avant la prochaine réunion, afin de permettre de les étudier et d'y répondre.

Vous en souhaitant bonne réception,

Je vous prie de croire, chers collègues, à l'assurance de ma considération distinguée.

 Le Maire,

Frédéric BRICOUT

CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU JEUDI 15 DECEMBRE 2022 – 18H30 –

PROCES VERBAL

Le jeudi 15 décembre 2022, Le Conseil municipal de CAUDRY, régulièrement convoqué par courrier du 8 décembre, s'est réuni en séance publique, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Frédéric BRICOUT, Maire.

Nombre de conseillers en exercice : 33

Membres présents : M. BRICOUT Frédéric, Maire ; Mme MERY-DUEZ Anne-Sophie, M. POULAIN Bernard, M. BONIFACE Didier, Mme TRIoux-COURBET Sandrine, Mme THUILLEZ Martine, M. DOYER Claude, Mme RICHOMME Liliane, Adjoint au Maire ; Mme PLUCHART Claudine, Mme DAUCHET Martine, Mme PRUVOT Brigitte, M. CHMIELEWSKI Dominique, M. DEVIENNE Marc, M. MARIN Yves, M. DEUDON José, M. DECALION Ismaël, Mme NAVEZ Patricia, M. BALEDENT Matthieu, Mme MATON Audrey, M. HISBERGUE Antoine, Mme CAILLAUX Céline, M. BRULANT Damien, Mme DEMARQUE Ophélie, M. COLLIN Denis, Mme DISDIER Mélanie, Mme DESREUMAUX Sophie, Conseillers Municipaux formant la majorité des membres en exercice.

Membres absents ayant donné procuration :

Mme BERANGER Agnès : procuration à Mme PRUVOT Brigitte

M. RIQUET Alain : procuration à M. BRULANT Damien

Mme DENIZON-LEVEAUX Violenne : procuration à Mme RICHOMME Liliane

M. ROUSSEAU Jérémy : procuration à Mme CAILLAUX Cécile

M. BAUDOUX Aurélien : procuration à M. BRICOUT Frédéric

Membres absents excusés :

M. BAJODEK Alban

Mme CHATELAIN Nathalie

Est désignée secrétaire de séance : Mme DEMARQUE Ophélie

Monsieur le Maire procède à l'appel

Monsieur le Maire : *« Alors, messieurs, dames, avant de commencer l'ordre du jour, je voulais vous présenter votre trophée, notre trophée, puisque nous avons eu le plaisir cette semaine, Dominique, Marion, madame Baccout et moi-même, d'aller à Paris, d'être reçus à Paris par l'Agence nationale du sport pour nous voir décerner donc le trophée dans la catégorie développement durable pour la salle Secrétin. Donc je vous fais passer, messieurs, dames, on fera un peu de musculation. Voilà, ça c'est le premier. Et le second, donc c'est le trophée de la quatrième fleur qui est ici, que je vais vous faire passer également dans l'autre sens. Donc Caudry, pour rappel, est la seule ville des Hauts-de-France à se voir décerner cette année la quatrième fleur. Voilà, je fais passer et puis je vais vous lire ce que, ce qu'a dit, le comité des « Villes et Villages Fleuris de France » concernant Caudry. Donc Monsieur le Maire, j'ai le plaisir de vous informer que le jury national des « Villes et Villages fleuris », réuni en séance plénière le 14 septembre 2022, a décidé d'attribuer le label quatre fleurs à la ville de Caudry. Un accueil convivial et professionnel a été réservé aux membres du jury en votre présence et celle de vos collaborateurs très investis dans la démarche du label. Le dossier de présentation ainsi que l'itinéraire de visite bien préparés ont permis de découvrir votre ville dans des conditions idéales. Le projet municipal de la ville de Caudry est en totale adéquation avec les missions portées par le Conseil National des « Villes et Villages fleuris ». La connaissance et prise*

en compte du contexte local notamment, est remarquable, comme en témoigne la réhabilitation du quartier Maupassant mené en concertation avec les différentes parties prenantes. La présence du végétal est confortée en toute saison. La gestion différenciée est quant à elle parfaitement maîtrisée. Le patrimoine arboré est varié sur l'ensemble de la commune. La gestion et l'entretien peuvent toutefois être améliorés. Le Val du Riot est une belle réalisation de quinze hectares de forêt participative. La strate arbusive est diversifiée avec des choix d'essences adaptés. Il serait opportun de renouveler les nombreuses haies par des végétaux à port libre. La végétalisation en pied de mur pourrait combler certaines rues exemptées de végétation. Les plantes couvre sol en pied d'arbres ainsi que les zones de prairies fleuries participent à la fois à la protection des sujets et à la préservation de la biodiversité. La palette florale est qualitative et soignée, avec des choix chromatiques et des volumes intéressants. La mosaïque est idéalement située et réussie. Un savoir faire à transmettre. La présence de contenants aux abords du Palais des sports et de suspensions sur les mâts en centre-ville nuit aux aménagements très réussis à leurs pieds. Un certain nombre d'actions en faveur de l'environnement sont mises en place. Éco pâturage, fauchage tardif, bac de rétention d'eau, installation de ruches et de pigeonnier, ainsi que le remplacement de l'éclairage public ou la diminution des consommations énergétiques pour les bâtiments communaux. L'utilisation de panneaux pédagogiques et la création d'expositions photo sont autant de moyens mis en œuvre pour sensibiliser la population à vos initiatives. L'espace public est soigné. Caudry faisant partie de la démarche européenne ville éco-propre, la mise en valeur du patrimoine bâti de la ville est en cours. L'effacement des réseaux dans les rues du centre historique est à poursuivre. La présence de coulées vertes et de voies de mobilité douce est un véritable atout pour la commune. Il en est de même pour les parcs et jardins. Les aires de jeux sont innovantes, notamment le move rock au stade Sandras. L'ancienne piscine a bénéficié d'une réhabilitation originale et les zones d'activités sont particulièrement bien intégrées. Le jury a également pu découvrir les jardins familiaux de Caudry, connus et reconnus pour leur gestion et la cohésion sociale qu'ils permettent. Toutes ces réalisations sont accompagnées d'une large promotion à destination des habitants et des visiteurs sur le site internet de la ville, dans le magazine municipal et dans la Plume verte. La concertation avec les habitants est effective, en lien avec les associations, les réunions de quartier et les différents conseils, conseils citoyens, conseil des aînés, conseil des jeunes. La base de loisirs, les infrastructures culturelles de la ville, le festival, les Naturiades ou encore les chemins de randonnée font de Caudry une ville attractive durant toute l'année. Enfin, le label « Villes et villages fleuris » est bien représenté aux entrées de la ville sur des supports pédagogiques et des affiches témoignant de votre attachement sincère à la démarche. Il fait bon vivre à Caudry. L'attribution de cette quatrième fleur récompense une démarche remarquable sur l'ensemble des critères du label. Avec mes félicitations, je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de ma considération distinguée. Signé Thibault Beauté, Président du Conseil national. Voilà, Messieurs, dames. Donc je vous propose d'applaudir les services de la commune qui ont réalisé... (applaudissements dans la salle) les services de la commune, qui ont réalisé, qui ont fait en sorte qu'on obtienne cette quatrième fleur. Donc merci à eux. Et puis je pense que vous savourez l'instant, comme nous l'avons savouré également. Merci. Je vous fais passer le document et puis la plaquette avec les différentes villes qui ont été lauréates de la quatrième fleur cette année. »

Alors, messieurs, dames, nous allons passer à l'ordre du jour. Donc, avec la question numéro un qui amène donc l'approbation du procès verbal de la séance du conseil municipal du 17 novembre 2022. Tout le monde en a été destinataire. Y a-t-il des remarques ? Non. Donc, je sou mets à votre approbation par rapport à ce procès verbal. Y a-t-il des « contre »? madame Desreumaux « contre ». Des abstentions ? Un « contre » madame Desreumaux.

1. APPROBATION DU PROCES VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 17 NOVEMBRE 2022

Procès verbal distribué le 09 décembre 2022

ADOPTE A LA MAJORITE
1 CONTRE : MME DESREUMAUX

2. GESTION DES CHATS ERRANTS – ANNEE 2023 – CONVENTION AVEC LA FONDATION « 30 MILLIONS D'AMIS »

Madame Patricia NAVEZ, Conseillère municipale expose :

Née du constat que l'euthanasie ou le déplacement des colonies de chats est inefficace contre la pullulation, il est avéré que la stérilisation régule automatiquement leur population tout en respectant la sensibilité de nos concitoyens vis-à-vis des animaux de compagnie.

En ce sens, la municipalité s'implique au travers une campagne de stérilisation et d'identification depuis plusieurs années. L'association caudrésienne, « Les amis de Dana », engagée à nos côtés dans cette action, assure la partie logistique tandis que la fondation « 30 millions d'amis » s'investit financièrement, prenant en charge 50 % des frais de stérilisation et de tatouage.

La fondation « 30 millions d'amis » accepte de renouveler ce partenariat pour l'année 2023 et propose la signature d'une nouvelle convention dans les mêmes conditions que celle de l'année écoulée.

L'implication de l'association depuis plusieurs années porte ses fruits et va permettre de diminuer significativement le nombre des stérilisations dont l'estimation est fixée, pour 2023, à 60 au lieu de 80 les années précédentes.

La contribution financière de la ville sera sous forme d'acompte versé directement à la fondation.

Après réception de la participation financière municipale, l'intégralité des frais de stérilisations et d'identification seront directement réglés par la fondation « 30 millions d'amis » aux vétérinaires.

Madame Navez propose au Conseil :

- d'accepter les conditions de la fondation « 30 millions d'amis » et d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention à compter du 1^{er} janvier 2023.

Monsieur le Maire : « Merci Patricia. Donc une opération que nous renouvelons depuis plusieurs années et qui semble porter ses fruits puisque vous avez vu le nombre de stérilisations est en baisse. Je voulais donc, au nom de la population caudrésienne et en votre nom, féliciter et remercier madame Montay et tous les bénévoles de l'association « Les Amis de Dana ». Voilà donc, messieurs dames, on vous demande d'accepter les conditions de la fondation « 30 millions d'amis » et de m'autoriser à signer la convention à partir du 1^{er} janvier 2023. »

ADOpte A L'UNANIMITE

*Affaire suivie par Madame VANNIER, Responsable Etat Civil, Elections et affaires Générales
Délibération transmise en sous-préfecture le 20/12/2022*

3. DEMANDE DE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE – LYCEE JACQUARD CAUDRY

Monsieur Antoine HISBERGUE, Conseiller municipal, expose :

Dans un courrier du 4 novembre 2022, les enseignants d'espagnol et d'histoire-géographie du lycée Jacquard de Caudry ont informé Monsieur le Maire de leur volonté d'organiser un séjour linguistique en Andalousie du 23 au 27 janvier 2023.

Le coût du voyage s'élève à 590 € par élève.

Plusieurs actions sont mises en place afin de réduire le coût du séjour.

Afin de permettre à ces élèves de participer à ce séjour et de découvrir une région très riche historiquement et culturellement, Monsieur HISBERGUE propose au Conseil Municipal :

- d'attribuer une subvention exceptionnelle de 500 € au lycée Jacquard de Caudry.

Les crédits nécessaires seront inscrits à l'article 6574 du budget 2023.

Monsieur le Maire : « *Très bien, merci.* »

Madame Desreumaux : « *Excusez-moi, j'aimerais prendre la parole.* »

Monsieur le Maire : « *Oui allez-y madame.* »

Madame Desreumaux : « *Alors. Bonsoir. Bonsoir à toutes et à tous. Donc cette question est bien la preuve et me conforte dans les propos que j'avais tenus il y a de ça, deux conseils municipaux, en tout cas pas au dernier, mais à l'avant-dernier. Qu'en réalité il nécessite une véritable politique en matière de financement de voyage scolaire et que cette politique doit être réfléchie et installée. En effet, plutôt que de répondre au coup par coup à hauteur de 500 € par classe, ce qui est en réalité une très modique somme quand on connaît le prix de ces voyages qui sont aux alentours de... entre 450 et 500 € par élève...* »

Monsieur Hisbergue : « *... 590* »

Madame Desreumaux : « *je parle d'une moyenne, aux environs, une moyenne. Ma proposition, donc, je le rappelle, était de verser directement une aide aux familles caudrésiennes. Et pour plus de détails, je vous renvoie à ma vidéo, toujours disponible sur Facebook et sur YouTube. Alors bien évidemment, je voterai pour, mais je réitère ma proposition quant à monter un groupe de travail allant dans le sens de ce que j'ai précédemment évoqué.* »

Monsieur le Maire : « *Allez, on passe au vote messieurs, dames.* »

ADOpte A L'UNANIMITE

*Affaire suivie par Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services
Délibération transmise en sous-préfecture le 20/12/2022*

4. DEMANDE DE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE – COLLEGE JEAN MONNET CAUDRY

Monsieur Yves MARIN, Conseiller municipale, expose :

Dans son courrier du 25 octobre 2022, le collège Jean Monnet de Caudry informe Monsieur le Maire de la volonté des professeurs d'EPS d'organiser un séjour à la montagne, à Valloire, du 2 au 8 avril 2023 pour les élèves inscrits en section sportive ou à l'UNSS.

Le coût du voyage est estimé à 397 euros par élève.

Plusieurs actions vont être mises en place afin de réduire le coût du séjour.

Afin de permettre à ces enfants de découvrir le milieu montagnard et les enjeux de sa préservation, Monsieur MARIN propose au Conseil municipal :

- d'attribuer une subvention exceptionnelle de 500 € pour participer au financement de ce voyage.

Les crédits nécessaires seront inscrits à l'article 6574 du budget 2023.

Monsieur le Maire : « *Merci Yves.* »

ADOpte A L'UNANIMITE

*Affaire suivie par Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services
Délibération transmise en sous-préfecture le 20/12/2022*

5. CESSION A TITRE GRACIEUX DES PARCELLES A N°967 ET A N°968

Madame Anne-Sophie MERY-DUEZ, 1^{ère} adjointe au Maire, expose la situation au Conseil municipal :

Monsieur Frédéric BRICOUT est propriétaire d'une parcelle cadastrée A n°966, rue Aristide Briand dont une emprise de 46m² doit être intégrée au domaine public au titre des travaux d'aménagement du trottoir de la rue Aristide Briand. Cette parcelle est cadastrée A n°967 suite au plan effectué par le cabinet CARON-BRIFFAUT en date du 4 juin 2021.

Monsieur FONTAINE est propriétaire d'une parcelle cadastrée A n°965, située rue Aristide Briand dont une emprise de 35 m² doit être intégrée au domaine public au titre des travaux d'aménagement du trottoir de la rue Aristide Briand. Cette parcelle est cadastrée A n°968 suite au plan effectué par le cabinet CARON-BRIFFAUT en date du 4 juin 2021.

Ces deux propriétaires proposent de céder à la commune ces parcelles à titre gracieux.

Considérant que ces cessions, d'une emprise totale de 81 m² qui sera intégrée au domaine public, permettront la régularisation foncière des sols d'alignement ;

Après avoir entendu cet exposé,

Le Conseil municipal :

- autorise Monsieur le Maire à accepter à titre gracieux la cession des deux parcelles cadastrées A n°967 et A n°968.
- Et en conséquence, autorise Monsieur le Maire à signer tous les documents et actes afférents à cette affaire.

ADOpte A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES

Monsieur le Maire a quitté la salle et n'a pas participé au vote

M.BAUDOUX ne participant pas au vote, ayant donné procuration à M.BRICOUT

*Affaire suivie par Monsieur FAUQUEMBERGUE, Directeur des Services Techniques et des Sports.
Délibération transmise en sous-préfecture le 20/12/2022*

6. ACQUISITION D'UN TERRAIN SITUÉ RUE DU DOCTEUR CAUET CADASTRE SECTION BD 230 APPARTENANT A MME DECROUNAMBOURQZ MARIE-PAULE

Madame Martine DAUCHET, Conseillère municipale, informe l'Assemblée que Monsieur le Maire a reçu de Madame Decronambourqz Marie-Paule, un courrier en date du 19 septembre 2022, proposant de céder à titre gratuit, à la commune, une partie de la parcelle cadastrée section BD 230 figurant sur le plan ci-joint.

Ce terrain d'une superficie de 210m² situé dans le prolongement du parking rue du Docteur Cauet, aura un nouveau numéro de cadastre suite au bornage du cabinet CARON-BRIFFAUT.

Cette opportunité permettra de réaliser une extension du parking afin de créer 11 places supplémentaires et d'améliorer la gestion des stationnements dans cette rue (plan du projet ci-joint)

Après avoir entendu cet exposé, le Conseil municipal décide :

- d'autoriser Monsieur le Maire à acquérir cette parcelle cadastrée section BD 230 d'une superficie de 210 m² à titre gratuit.
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les actes afférents à cette affaire.

Monsieur le Maire : « *Oui Monsieur Collin* »

Monsieur Collin : « *Une petite précision que je demande au niveau du plan, j'ai vu une dalle de béton. Est-ce que ce sera un parking végétalisé ou pas ?* »

Monsieur Fauquemberg : *(presque inaudible)* « *Non que des cailloux* »

Monsieur Collin : « *Que des cailloux ?* »

Monsieur Fauquemberg : *(presque inaudible)* « *On fait une extension de parking* »... *(propos inaudibles)*

Monsieur Collin : « *En cailloux, d'accord* »

Monsieur Fauquemberg : *(presque inaudible)* « *C'est pour faire une continuité* »...

Monsieur Collin : « *...oui j'ai vu...* »

Monsieur Fauquemberg : *(presque inaudible)* ... « *après ça peut évoluer.* »

Monsieur Collin : « *Ah oui, on peut la faire évoluer... On peut faire un projet dans ce sens-là. D'accord ok, merci.* »

Monsieur le Maire : « *C'est bon, messieurs dames. On soumet à votre vote par rapport à cette délibération.* » *Y a-t-il des « contre » ? des abstentions ? Unanimité. Un grand merci à Marie-Paule Decronambourqz pour ce gentil geste.*

ADOPTE A L'UNANIMITE

*Affaire suivie par Monsieur FAUQUEMBERGUE, Directeur des Services Techniques et des Sports
Délibération transmise en sous-préfecture le 20/12/2022*

7. AUTORISATION DE SIGNATURE D'UNE CONVENTION DE MISE A DISPOSITION AVEC L'ASSOCIATION « ACCUEIL RÉINSERTION PROMOTION EDUCATION » (ARPE), POUR UN IMMEUBLE 40 RUE CHANZY A CAUDRY.

Monsieur Damien BRULANT, Conseiller municipal, expose :

Monsieur le Maire a reçu Monsieur Gérard BLAS, Président de l'association ARPE, qui souhaite louer un logement près d'une école pour son association.

Monsieur le Maire propose de leur louer l'ancien logement du concierge de l'école Condorcet situé au 40 rue Chanzy.

Cet immeuble d'une surface totale du 107m² (plan ci-joint) comprend :

- rez-de-chaussée : hall, salle de bains, sanitaires, cuisine et salle à manger.
- Etage : quatre chambres
- Cave et grenier

Le présent bail, conclu pour une durée de six ans renouvelable par tacite reconduction, est consenti moyennant un loyer de 500 euros, payable mensuellement le 1^{er} de chaque mois.

Monsieur BRULANT demande :

- d'autoriser Monsieur le Maire à signer cette convention avec l'association (ARPE) pour la location de l'immeuble situé au 40 rue Chanzy à Caudry, moyennant un loyer mensuel de 500 euros pour une durée de six ans, révisable chaque année suivant l'Indice de référence des loyers INSEE, prenant effet à compter du 1^{er} décembre 2022 et renouvelable ensuite par tacite reconduction sauf dénonciation expresse.

Monsieur le Maire : « *Merci Damien, alors vous verrez donc je vais vous faire passer cette plaquette. Donc ce service s'appelle "Y a pas qu'à". Alors sur la plaquette, c'est noté, vous allez avoir un enfant et vous vous posez des questions, vous vous interrogez sur les besoins de votre enfant, vous vous sentez fragilisé ou dépassé par votre situation actuelle? Nous sommes là. "Y a pas qu'à" est un service de soutien au développement du jeune enfant à naître et jusqu'à six ans et d'accompagnement du parent. Composé de professionnels de la petite enfance, le service intervient au domicile ou sur les lieux de l'enfant aux moments clés. Repérez avec le parent pendant le repas. Le service dispose d'outils pédagogiques variés à disposition des familles : support de jeux, ateliers. Les interventions sont élaborées avec le parent à sa demande, selon ses besoins et dans le respect de son intimité. Et donc, il rajoute en dessous : vous avez des qualités parentales, nous vous aiderons à les développer et favoriser ainsi l'épanouissement de votre enfant. Voilà, je vous fais passer. Alors messieurs dames, donc par rapport... Oui Madame Ethuin. »*

Madame Disdier-Ethuin : « *Oui, Monsieur le Maire, c'est un beau projet, j'ai aucun problème sur, comment dire, autoriser de signer cette convention. Je suis juste un petit peu étonnée parce que c'est vrai qu'on s'est vu régulièrement, quand même, depuis le mois de septembre, on a quasiment eu un Conseil municipal tous les mois et là je vois quand même qu'on nous fait voter une délibération qui démarre au 1^{er} décembre alors que nous sommes le 15 décembre. Donc voilà une petite question pourquoi, cette délibération n'a pas été proposée au mois de novembre avant même la signature de cette convention? Parce que, voilà, je ne voudrais pas qu'on soit considéré comme juste une chambre d'enregistrement. »*

Monsieur le Maire : « *Oui, non mais on a eu le dernier Conseil municipal, c'était quand ?* »

Madame Baccout : *(au loin) « C'était le 17 novembre... »*

Monsieur le Maire : ... « *17 novembre* »

Monsieur Fauquembergue : *« On avait proposé un bail et il y a eu des corrections et donc on l'a eu il y a une dizaine de jours, seulement. »*

Monsieur le Maire : *« C'est bon. Bon ok, très bien... oui, madame Desreumaux. »*

Madame Desreumaux : *« Alors pour ma part, je n'ai... enfin... je n'ai rien à dire sur l'installation d'une telle association qui je pense est très bénéfique dans notre commune et sur notre territoire. Par contre, là où ça peut être pour moi, il y a un problème. C'est pourquoi utiliser un logement avec salle de bains sanitaire, cuisine, salle à manger, quatre chambres, à destination de bureaux, ce qui est écrit dans le dans le bail, alors que ce logement pourrait très bien être utilisé dans le cadre de la lutte contre les violences intrafamiliales comme logement d'urgence afin d'isoler des femmes en étant victime. Et là, vraiment ce n'est l'installation de l'association qui me pose problème, bien au contraire. Par contre, je pense qu'on peut trouver un autre lieu qu'une maison avec salle de bain, sanitaire, cuisine et salle à manger. »*

Monsieur le Maire : *« Je laisse la parole à Dominique Fauquembergue. »*

Monsieur Fauquembergue : *« Oui, alors donc, ils recherchaient un logement avec une cuisine, une salle de bains, des chambres. C'était justement pour aider les parents avec... »*

Monsieur le Maire : (précisant) *« pour les mettre en situation... »*

Madame Desreumaux : ... *« leurs enfants à mettre en situation. C'est exactement le cahier des charges. »*

Monsieur Brulant : *« Et si je peux me permettre, moi j'ai dans mon passé d'éducateur, j'ai accompagné ce type de structure. Je n'ai pas bossé pour "ARPE", mais dans l'Avesnois on a mis en place ce genre de projet. Et effectivement, ce qui est intéressant c'est d'avoir la capacité et la possibilité de mettre en place des actions éducatives avec les parents autour de l'hygiène, de la protection. Et ce ne sont pas des chambres qui sont visées, ce sont des lieux d'activités, des lieux d'accueil pour mettre en place des actions éducatives. Car en fait, "ARPE" en gros sur son service, comment dire... son pôle enfance a trois missions phares qui sont la première qui nous intéresse pas, c'est la maison d'enfance à Caudry... à Cambrai, pardon! et les deux autres ce sont des accompagnements éducatifs renforcés dans les familles et aussi à proximité des écoles. Donc là je pense que l'emplacement était idéal pour eux et la configuration des locaux est tout à fait cohérente, de mon point de vue en tout cas, professionnel. »*

Madame Desreumaux : *« Très bien. Je vous remercie pour toutes ces précisions et c'est vrai que ne les ayant pas. Je ne pouvais pas, bien évidemment, ne pas penser ce que je viens d'exprimer juste auparavant. Par contre, dans ce cas-là, peut-être que sur le bail, il faut revoir, le terme à destination de bureau. Peut-être, parce qu'effectivement ça induit en erreur. Et je voudrais pas non plus qu'il y ait des soucis, peut être d'assurances ou autre. »*

Monsieur le Maire : *« Bon en fait il va pas, ils ne vont pas dormir sur place (M. Fauquembergue confirme en fond) Donc c'est vraiment des bureaux quoi. »*

Madame Desreumaux : *« C'est des bureaux à destination d'activités pédagogiques et ludiques. »*

Monsieur le Maire : *« C'est un peu une salle de formation, oui. »*

Monsieur le Maire : *« Donc ce sont des bureaux, ils ne dorment pas sur place. Je ne sais pas madame Briche. Notre juriste. Qu'en pensez-vous ? »*

Madame Briche : *« Si ça reste sur du bureau. Effectivement, c'est comme tout autre local qu'on a déjà. »*

Monsieur le Maire : « *Ok, très bien. Donc c'est bon messieurs, dames. Par rapport à cette délibération des « contre »...* »

Monsieur Brulant : ... « *peut être aussi je vais apporter une précision sur le thème bureaux et chambres et compagnie. Je vais prendre mon exemple. Moi personnel, je travaille à l'impro de Crèvecoeur. On travaille, nos bureaux sont installés dans une ancienne maison, une maison de maître et au regard de la commission de sécurité, effectivement, à la base ce devait être des chambres, mais ça a été réaffecté. Donc le terme bureau est approprié aussi.* »

Monsieur le Maire : « *Ok. Monsieur Collin.* »

Monsieur Collin : « *Sait-on à quel public il s'est orienté et comment le public est informé et qui peut se rendre à ces maisons-là?* »

Monsieur le Maire : « *Je l'ai dit, c'était pour les enfants de la naissance à six ans.* »

Monsieur Collin : « *Oui, d'accord, mais comment sont-ils détectés? le cheminement? A partir de qui...* »

Monsieur le Maire : « *après là...* »

Monsieur Collin : ... « *leur orientation PMI, tout ça? Vous savez, juste.* »

Monsieur le Maire : *(inaudible)*

Monsieur Collin : « *Pour savoir l'information, c'est tout. C'est à peu près c'est. Ok, bien d'accord.* »

Monsieur Brulant : « *Je peux répondre aussi peut-être. Je peux amener aussi un élément de réponse. En fait, il y a un travail conjoint avec les services du Département, forcément la PMI entre autres, et aussi avec les écoles. Il y a un travail de proximité et faut savoir que "ARPE" travaille déjà sur le secteur donc a déjà des accompagnements. Et là en fait ce sont des mesures éducatives renforcées qui viennent justement déjà, enfin qui vont venir renforcer l'action d'un partenaire extérieur. Donc ils vont venir déjà avec un public ciblé et malheureusement, j'imagine qu'ils auront aussi des constatations avec de nouvelles, de nouveaux accompagnements à procéder.* »

Monsieur Collin : « *Donc, si on détecte un besoin, on oriente sur les PMI qui après orientent ailleurs* »

Monsieur Brulant : « *Oui. Après on peut aussi peut-être directement interpellier le service.* »

Monsieur Collin : « *Ok merci pour les informations, c'est très professionnel c'est tout.* »

Monsieur Devienne : « *Et après c'est peut-être lié à des subventions spécifiques et là on ne peut pas changer de ligne, par exemple pour le logement des hommes ou des femmes battues ou auteurs, vous avez les associations Havre, Prime, toi, ARPE, etc. Et ils ont des budgets spécifiques, mais ils ne peuvent pas mélanger les lignes. Je le sais pour faire partie de Havre. Et on ne peut pas mettre dans une chambre qui est normalement affectée à une dame, un homme qui est auteur par exemple, même si même si le logement est libre.* »

Monsieur le Maire : « *Merci mon colonel pour ces points de détails.* »

ADOpte A L'UNANIMITE

*Affaire suivie par Monsieur FAUQUEMBERGUE, Directeur des Services Techniques et des Sports
Délibération transmise en sous-préfecture le 20/12/2022*

8. CONVENTIONS DE PARTENARIAT ENTRE LA COMMUNE DE CAUDRY ET LA SAFER HAUTS-DE-FRANCE

Monsieur Dominique CHMIELEWSKI, Conseiller municipal, expose :

La Commune de Caudry et le CCAS sont propriétaires d'un patrimoine foncier non-bâti à usage agricole représentant environ 20 hectares.

Soucieuse d'avoir une vision plus stratégique de son patrimoine agricole, la Commune souhaite pouvoir identifier l'occupation de ses parcelles agricoles, pour le cas échéant régulariser les situations d'occupation.

La Commune a sollicité la Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural Hauts-de-France (SAFER) comme opérateur foncier régional pour l'accompagner dans la mise en œuvre de sa politique foncière.

Pour ce faire, la SAFER propose la mise en place d'une convention cadre d'intervention foncière (cette convention complète la convention cadre d'intervention foncière signée le 16 février 1998, dont l'ensemble des clauses restent applicables) ainsi qu'une convention opérationnelle précisant les modalités d'intervention et d'accompagnement de la SAFER pour sa mission de réalisation d'un état des lieux de l'ensemble des propriétés agricoles non bâties de la Commune.

Le montant de la convention cadre s'élève à 900 euros annuels pour accéder à la veille foncière.

Les frais d'intervention de la SAFER pour la réalisation du diagnostic foncier agricole s'élèvent à 5 600 € H.T. La SAFER disposera d'un délai de 06 mois pour réaliser le diagnostic foncier à compter de la réception d'un ordre de service après la signature de la convention opérationnelle. Les deux conventions sont jointes en annexe.

Le Conseil municipal après avoir entendu cet exposé :

- décide d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention opérationnelle et la convention cadre.

Monsieur le Maire : « *Et puis surtout, les baux agricoles, c'est vraiment un métier. »*

Monsieur Chmielewski : « *Oui. »*

ADOpte A L'UNANIMITE

*Affaire suivie par Monsieur FAUQUEMBERGUE, Directeur des Services Techniques et des Sports et Madame LEGRAND, Service urbanisme
Délibération transmise en sous-préfecture le 20/12/2022*

9A. CCAS : AVANCE SUR LA SUBVENTION 2023

Madame Claudine PLUCHART, Conseillère Municipale, indique à l'Assemblée que Monsieur Alain RIQUET, Vice-Président et Monsieur Frédéric DUMESNIL, Directeur du CCAS ont sollicité comme pour l'exercice comptable en cours, le versement d'une avance de 350 000 € à valoir sur la subvention de 2023.

En raison de dotations extérieures attendues mais non encore encaissées, ils proposent que le versement de cette avance soit ainsi défini :

- 100 000 € en décembre 2022
- 250 000 € en janvier 2023

Afin d'accéder à la demande du CCAS, Madame PLUCHART précise qu'il conviendra alors d'adopter une décision modificative de crédits au BP 2022.

Elle invite le Conseil municipal à adopter les dispositions suivantes :

- accord d'une avance de 350 000 € au CCAS à valoir sur la subvention de 2023 dont 100 000 € versés en décembre 2022 et 100 000 € versés en janvier 2023.

Monsieur le Maire : « Alors on a l'habitude de voter toujours la subvention en deux fois avec une avance en début d'année de 350 000. Là, je salue la présence de Frédéric Dumesnil, directeur du CCAS et du service d'aide à domicile. Donc en fait, le CCAS n'a pas une subvention DGF, n'a pas eu le versement de la subvention DGF pour les mois d'octobre, novembre, décembre. Ce qui fait que Monsieur Dumesnil, si on ne lui verse pas cette subvention, aura des difficultés pour payer les salaires de décembre des agents. Je pense que personne ne veut cette chose. Frédéric vous voulez dire un petit mot peut être ? »

Monsieur Dumesnil : « Ben pas grand-chose de plus Monsieur le Maire. Oui, effectivement, nous sommes en attente de cette subvention. Les douzièmes de DGF qui sont versées par les services de l'Etat n'ont pas été régularisés et à l'heure actuelle, on a besoin de trésorerie pour les salaires des agents et les autres charges du CCAS Merci. »

ADOPTE A L'UNANIMITE

Affaire suivie par Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services.
Délibération transmise en sous-préfecture le 20/12/2022

9B. CCAS – AVANCE SUR LA SUBVENTION 2023 – DECISION MODIFICATIVE

Madame Claudine PLUCHART, Conseillère municipale, indique à l'Assemblée que Monsieur Alain RIQUET, Vice-Président et Monsieur Frédéric DUMESNIL, Directeur du CCAS ont sollicité comme pour l'exercice comptable en cours, le versement d'une avance de 350 000 € à valoir sur la subvention de 2023.

En raison de dotations extérieures attendues mais non encore encaissées, ils proposent que le versement de cette avance soit ainsi défini :

- 100 000 € en décembre 2022
- 250 000 € en janvier 2023

Elle propose au Conseil Municipal de voter la décision modificative nécessaire à cet effet :

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Dépenses :	Compte 023	- 100 000 €
	Compte 657362	+ 100 000 €

SECTION D'INVESTISSEMENT

Dépenses : Chapitre 23 – Compte 2313 - 100 000 €
 Chapitre 021 - - 100 000 €

ADOpte A L'UNANIMITE

Affaire suivie par Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services.
Délibération transmise en sous-préfecture le 20/12/2022

10. PERSONNEL COMMUNAL – RECRUTEMENT EN CONTRAT A DUREE DETERMINEE POUR ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITE

Monsieur Marc DEVIENNE, Conseiller Municipal, expose :

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu le Code général de la fonction publique, notamment son article L.332-23-1° ;

Vu le décret n° 2022-586 du 20 avril 2022 portant relèvement du minimum de traitement dans la fonction publique et modifiant l'article 8 du décret n° 85-1148 du 24/10/1985 ;

Monsieur DEVIENNE informe le Conseil Municipal qu'afin d'assurer le recensement de la population du 19 janvier 2023 au 25 février 2023, le service « état-civil » va être exposé à un accroissement temporaire d'activité. Il convient donc de recruter pour une durée de six semaines trois agents à temps non complet pour une durée de 25 heures hebdomadaire.

Monsieur DEVIENNE propose la création, à compter du 16 janvier 2023, de trois emplois non permanents pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité dans le grade d'adjoint administratif relevant de la catégorie C à temps non complet pour une durée de 25 heures hebdomadaire.

Ces emplois non permanents seront occupés par trois agents contractuels recrutés par voie de contrat à durée déterminée pour une durée de six semaines allant du 16 janvier 2023 au 25 février 2023 inclus.

La rémunération des agents sera calculée par référence à l'indice majoré 352 du grade de recrutement.

Monsieur DEVIENNE demande donc au Conseil :

- d'autoriser ces emplois non permanents ;
- d'autoriser la rémunération des agents aux conditions exposées ;
- de l'autoriser à signer les contrats à intervenir ;

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2023.

Monsieur le Maire : « *Merci Marc. Madame Vannier, vous nous dites un petit mot, sur le recensement.* »

Madame Vannier : « *Oui. Alors en fait, il s'agit simplement d'employer trois personnes qui vont effectuer le recensement de la population pendant ce laps de temps. C'est un travail qui n'est pas facile pour eux. C'est retourner voir les gens, expliquer. Ils n'ont pas toujours un très bon accueil parce que les gens se méfient un peu. Mais voilà, en fait, c'est juste pour les trois agents recenseurs.* »

ADOpte A L'UNANIMITE

*Affaire suivie par Madame GABET, Directrice des Ressources Humaines.
Délibération transmise en sous-préfecture le 20/12/2022*

11. PERSONNEL COMMUNAL : CREATION D'EMPLOI D'UN PROFESSEUR DE SOLFEGE POUR L'ECOLE DE MUSIQUE MUNICIPALE

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code général de la fonction publique, notamment son article L.332-8-5° ;

Madame Martine THUILLEZ, Adjointe au Maire, expose qu'afin d'assurer l'enseignement dans la classe de solfège de l'école de musique municipale, en complément d'un autre agent, il convient de créer un emploi permanent de Professeur de solfège dans le grade d'Assistant Artistique Principal de 2^e classe, à temps non complet à hauteur de 2 h hebdomadaires.

Cet emploi sera occupé par un fonctionnaire ou éventuellement par un agent contractuel recruté par voie de contrat à durée déterminée pour une durée d'un an, à compter du 1^{er} janvier 2023 compte tenu des motifs de recours à un agent contractuel par applications aux dispositions de l'article L.332-8-5°.

Le contrat sera renouvelable par reconduction expresse. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans. A l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat de l'agent sera reconduit pour une durée indéterminée.

Les missions liées au poste seront les suivantes :

- enseignement de la pratique artistique correspondant aux compétences
- maintien régulier du niveau des compétences musicales et pédagogiques
- garantie de la régularité des cours dispensés aux élèves
- participation aux temps pédagogiques hors temps de cours : concertations pédagogiques, auditions d'élèves, jurys internes, projets de l'école de musique...)
- participation, dans le cadre du projet d'école de musique, à la vie culturelle locale
- participation aux travaux d'harmonisation des contenus pédagogiques et artistiques d'enseignement

L'agent devra justifier au minimum d'un brevet d'analyse musicale ou diplôme équivalent. Sa rémunération sera calculée, compte tenu de la nature des fonctions à exercer assimilées à un emploi de catégorie B, par référence à l'indice brut 401 de la grille indiciaire du grade de recrutement. Le recrutement de l'agent contractuel sera prononcé à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n°2019-1414 du 19 décembre 2019 et n°88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

Monsieur le Maire : « Merci Martine. Euh oui, donc je pense que tout le monde le sait puisqu'un hommage lui a été rendu publiquement lors du concert. Donc c'est Luc Gabet qui était donc professeur à l'école de musique et intervenant dans les écoles, a fait valoir ses droits à la retraite. Donc c'est pour pallier son remplacement. »

ADOpte A L'UNANIMITE

*Affaire suivie par Madame GABET, Directrice des Ressources Humaines.
Délibération transmise en sous-préfecture le 20/12/2022*

12. PERSONNEL COMMUNAL – RECRUTEMENT D'UN AGENT DE LA FONCTION PUBLIQUE D'ETAT DANS LE CADRE D'ACTIVITES ACCESSOIRES.

Vu le Code général de la fonction publique ;

Vu le Décret n° 2020-69 du 30 janvier 2020 relatif aux contrôles déontologiques dans la fonction publique ;

Madame Ophélie DEMARQUE, Conseillère Municipale, expose au Conseil Municipal qu'il apparaît nécessaire de procéder au recrutement d'un professeur de musique pour assurer la dispense des cours de trombone à l'école de musique municipale.

Cette activité pourrait être assurée par un enseignant, fonctionnaire de l'Education Nationale, dans le cadre de la réglementation relative aux cumuls d'activités qui permet aux fonctionnaires d'exercer une activité accessoire d'intérêt général auprès d'une personne publique, à condition d'y être autorisés par leur employeur principal.

Compte tenu des missions d'enseignement artistique assurées par l'intéressé, il convient de fixer le taux horaire de rémunération sur la base de l'indice afférent au grade d'Assistant d'enseignement Artistique principal de 2^e classe, 1^{er} échelon.

Madame DEMARQUE demande donc au Conseil :

- d'autoriser Monsieur le Maire à recruter un fonctionnaire du ministère de l'Education Nationale pour assurer des tâches d'enseignement artistique à l'école de musique.
- Le temps nécessaire à cette activité accessoire est évalué à 3 heures par semaine
- d'autoriser Monsieur le Maire à procéder au recrutement de cet intervenant et de fixer la rémunération afférente à cette activité accessoire conformément aux indications précitées.

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget des exercices en cours.

Monsieur le Maire : « Messieurs, dames, toujours dans le même thème, le remplacement de... la succession. Le remplacement, c'est pas bien. Pour lui succéder à Luc Gabet. ».

ADOpte A L'UNANIMITE

Affaire suivie par Madame GABET, Directrice des Ressources Humaines.

Délibération transmise en sous-préfecture le 20/12/2022

13. PERSONNEL COMMUNAL – CREATION DE POSTE

Monsieur Bernard POULAIN, Adjoint au Maire, expose au Conseil Municipal que l'évolution des besoins des services nécessite la création :

- d'un poste de Brigadier Chef Principal de Police Municipale à temps complet.
- d'un poste d'Assistant d'enseignement artistique Principal de 2^e classe à temps non complet de 2 h hebdomadaires (poste ouvert à un recrutement contractuel)

Monsieur POULAIN propose au Conseil municipal d'approuver la création de ce poste à compter du 1^{er} janvier 2023. Le tableau des effectifs que sera mis en application au 1^{er} janvier 2023 est le suivant :

	Conseil du 22/09/22 effectif au 01/10/22	Conseil du 15/12/22 effectif au 01/01/23
GRADES		

FILIERE ADMINISTRATIVE		
Directeur Général des Services	1	1
Attaché Hors Classe	1	1
Attaché Principal	2	2
Attaché	5	5
Rédacteur Principal 1ère Classe	2	2
Rédacteur Principal 2ème Classe	1	1
Rédacteur	3	3
Adjoint Administratif Principal de 1ère Classe	9	9
Adjoint Administratif Principal de 2ème Classe	12	12
Adjoint Administratif	17	17

FILIERE TECHNIQUE		
Ingénieur Principal	1	1
Ingénieur	2	2
Technicien Principal 1ère Classe	3	3
Technicien Principal de 2ème classe	1	1
Technicien	6	6
Agent de Maîtrise Principal	12	12
Agent de Maîtrise	11	11
Adjoint Technique Principal 1ère Classe	34	34
Adjoint Technique Principal 2ème Classe	23	23
Adjoint Technique	49	49

FILIERE CULTURELLE		
Attaché Principal de conservation du patrimoine	1	1
Assistant de Conservation du Patrimoine	1	1
Adjoint du Patrimoine Principal de 1ère Classe	8	8
Adjoint du Patrimoine Principal de 2ème Classe	4	4
Adjoint du Patrimoine	3	3
Professeur d'enseignement artistique	1	1
Assistant d'Enseignement Artistique Principal de 1ère Classe		
Temps complet	3	3
Temps non complet 12H30	2	2
Temps non complet 12H00	1	1
Temps non complet 8H00	1	1
Temps non complet 7H00	1	1
Temps non complet 5h15	1	1
Assistant d'Enseignement Artistique Principal de 2ème Classe		
Temps non complet 11H30	1	1
Temps non complet 9H30	1	1
Temps non complet 7H00	1	1
Temps non complet 4H00	1	1
Temps non complet 2H00	0	1
Assistant d'Enseignement Artistique		
Temps non complet 10H00	1	1

FILIERE MEDICO-SOCIALE		
Agent Spécialisé des Ecoles Maternelles Principal de 1ère Classe	11	11
Agent Spécialisé des Ecoles Maternelles Principal de 2ème Classe	3	3
Agent social territorial	1	1
FILIERE ANIMATION		
Adjoint d'Animation Principal de 1ère Classe	1	1
FILIERE POLICE MUNICIPALE		
Chef de service de Police Municipale Principal de 1ere Classe	2	2
Chef de service de Police Municipale Principal de 2ème Classe	1	1
Brigadier Chef Principal de Police Municipale	2	3
Gardien brigadier	1	1
FILIERE SPORTIVE		
Educateur des APS Principal 1ère classe	1	1
Educateur des APS Principal 2ème classe	1	1
TOTAL	251	253

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget des exercices en cours.

Monsieur le Maire : « *Donc, messieurs, dames, par rapport à cette délibération, y a-t-il des "contre"? des abstentions ? Unanimité. Merci. »*

Madame Baccout : « *Monsieur le Maire, s'il vous plaît. »*

Monsieur le Maire : « *Oui ».*

Madame Baccout : « *Il y a une petite précision. Le point précédent, c'est-à-dire le numéro onze... »*

Monsieur le Maire : « *...oui »*

Madame Baccout : ... « *par lequel vous avez décidé la création d'un emploi de professeur de solfège engendre la création d'un poste à temps non complet d'assistant d'enseignement artistique principal de deuxième classe qui n'a pas été repris dans le récapitulatif dans le tableau. Donc si vous en êtes d'accord, il faudrait donc, suite à la question numéro onze, répercuter cet emploi dans le tableau. Donc un emploi, je répète, d'assistant d'enseignement artistique principal de deuxième classe temps non complet 2 h, ce qui ferait passer notre grille non pas 252 postes, mais à 253. »*

Monsieur le Maire : « *C'est bon pour tout le monde, par rapport à la modification ? Donc je resoumets au vote. Y a-t-il des « contre »? des abstentions ? Unanimité. Merci. »*

Madame Baccout : « *Merci. »*

ADOpte A L'UNANIMITE

*Affaire suivie par Madame GABET, Directrice des Ressources Humaines.
Délibération transmise en sous-préfecture le 20/12/2022*

14. PERSONNEL COMMUNAL – BONS ET CADEAUX AUX RETRAITES ET MEDAILLES COMMUNAUX

Madame Audrey MATON, Conseillère Municipale expose au Conseil municipal que la Ville de Caudry distribue dans le cadre de la cérémonie des vœux au personnel :

-aux retraités : un bon d'achat d'une valeur de 50 € à utiliser dans les commerces de la ville ainsi qu'un bouquet de fleurs ou un panier garni d'une valeur de 30 €.

-aux médaillés : un bouquet de fleurs ou un panier garni d'une valeur de 30 €.

Pour rappel, la cérémonie n'ayant pas eu lieu en janvier 2022 en raison de la crise sanitaire, un bon d'une valeur de 30 € avait été distribué aux médaillés et retraités communaux, en remplacement du bouquet de fleurs ou du panier garni.

Madame MATON demande de maintenir pour 2023 et pour les années suivantes, la distribution :

- de bons à utiliser dans les commerces de la ville d'une valeur nominale de 50 € aux retraités communaux,
- d'un bouquet de fleurs ou d'un panier garni d'une valeur de 30 € aux retraités et médaillés communaux.

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget des exercices en cours.

Monsieur le Maire : « *C'est bon pour vous, messieurs, dames. Je sou mets au vote.* »

ADOpte A L'UNANIMITE

*Affaire suivie par Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services
Délibération transmise en sous-préfecture le 20/12/2022*

15. DEMANDE DE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE DE L'UCA POUR LA PARTICIPATION AU JOB DATING DU 8 NOVEMBRE 2022

Monsieur Claude DOYER, Adjoint au Maire, expose que l'UCA a organisé, le 8 novembre dernier, un job dating sportif avec le concours de Pôle Emploi, de la Mission Locale, de la commune et d'élèves du lycée Jacquard.

La participation de la ville de Caudry s'inscrivait dans son programme « Terres de Jeux 2024 ».

Cette initiative a rencontré un franc succès puisque 200 personnes y ont participé au lieu des 100 attendues initialement. La part apportée par l'UCA, consacrée au financement du déjeuner des participants s'est ainsi

trouvée impactée et Monsieur Thierry Lamouret, Président de l'association, nous a sollicité afin d'obtenir une subvention exceptionnelle de 500 €.

Monsieur DOYER propose au Conseil municipal :

- de répondre favorablement à cette demande et d'accorder une subvention exceptionnelle de 500 € à l'UCA

En cas d'accord, les crédits sont inscrits au BP de l'exercice 2022 – article 6574.

Monsieur le Maire : « *Merci Docteur, une très belle réalisation. Je vais peut-être laisser Peggy en parler.* »

Madame Szopa : « *Ben oui en effet Monsieur le Maire, c'était une très belle réalisation. On attendait 80 personnes et avec la participation active de Pôle Emploi, de l'UCA et de la Mission locale, nous avons accueilli 150 personnes et d'ailleurs, vraiment j'invite tout le monde à participer à ce type d'événement parce que c'est... c'est des entretiens professionnels différents puisqu'on apprend d'abord à découvrir les personnes à travers leur personnalité, à travers des jeux. Enfin, tu peux confirmer peut-être Céline, et autant les personnes qui ont passé le recrutement et les entreprises ont apprécié.* »

Mme Caillaux : « *L'avantage c'est que c'est incognito, donc on ne sait pas qui est demandeur d'emploi, qui est employeur, les partenaires non plus, sauf Pôle Emploi été identifié parce qu'il fallait qu'il y ait des personnes identifiées si jamais il arrivait quelque chose. Donc l'avantage, c'est plus recruter sur le savoir être finalement, que sur le savoir faire. Et souvent il y a vraiment des recrutements qui se font d'ailleurs, et ces personnes-là n'auraient peut-être pas été forcément recrutées via un CV, c'est surtout ça. Donc ça marche bien. Enfin ça fait la troisième édition et des bons retours aussi bien des demandeurs que des employeurs.* »

ADOpte A L'UNANIMITE

*Affaire suivie par Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services
Délibération transmise en sous-préfecture le 20/12/2022*

16. SN4C – SPORTS NAUTIQUES DU CAUDRESIS-CATESIS – AVANCE SUR SUBVENTIONNEMENT 2023.

Madame Céline CAILLAUX, Conseillère municipale, expose :

Monsieur le Maire et le Docteur DOYER, adjoint aux sports, ont reçu le 31 octobre 2022, les dirigeants de l'association SN4C venus leur exposer les difficultés financières de leur club liées à des causes multiples : Covid ayant entraîné la fermeture durable des 2 piscines de la CA2C, puis maintien de la fermeture de l'espace nautique de Caudry, départ précipité de leur entraîneur, baisse de subvention de l'ANS, augmentation des cotisations versées à la fédération, charges élevées pour le recrutement de personnel qualifié...

Madame CAILLAUX rappelle que la subvention municipale accordée à la SN4C s'est élevée à 3 500 € en 2021 et 2022 alors qu'elle était de 5 000 € en 2020 et 6 000 € en 2019.

Afin d'accompagner le club dans cette période, Madame CAILLAUX propose au Conseil municipal :

- d'accorder une avance de 3 500 € à valoir sur la subvention de 2023 et versée en 7 acomptes de 500 € entre janvier et juillet 2023.

En cas d'accord, les crédits seront inscrits au budget de l'exercice 2023 – article 6574.

Monsieur le Maire : « *Claude, tu veux dire un petit mot ?* »

Monsieur Doyer : « *Oui, donc on a reçu les dirigeants, ils ont expliqué, c'est repris dans les motifs et ajouté à ces motifs-là, ils ont fait valoir que, même si la piscine devait rouvrir, comme nous l'espérons dans le courant du mois de janvier, ils ne pourraient pas bénéficier ou enregistrer de nouveaux compétiteurs. Si bien que cette année, cette nouvelle année serait encore une année blanche malgré la réouverture et donc pour ne pas se trouver en cessation de paiement. Et puis surtout pour que les dirigeants du club ne mettent pas les clés sous la porte. Et nous le savons, Monsieur le Maire et moi, pour assister aux assemblées générales, les participants aux assemblées générales ne sont pas très nombreux et lorsqu'il s'agit de procéder à l'élection d'un nouveau bureau, les volontaires ne se bousculent pas. Et en conséquence, il convenait de soutenir autant qu'il était possible les dirigeants actuels pour les maintenir en activité, pour pouvoir espérer avoir à nouveau un club de compétition en natation à la rentrée sportive de 2023. Moyennant quoi, ce n'était pas une menace ni un chantage, mais on sentait bien que les dirigeants ne pouvaient pas continuer dans cette situation financière là et que nous avons de bonnes raisons de penser que les volontaires pour prendre la place n'étaient pas très nombreux. Et donc ceci explique cela.* »

ADOpte A L'UNANIMITE

*Affaire suivie par Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services.
Délibération transmise en sous-préfecture le 20/12/2022.*

17.SN4C- SPORTS NAUTIQUES DU CAUDRESIS-CATESIS – SUBVENTION EXCEPTIONNELLE

Monsieur José DEUDON, Conseiller municipal, expose :

Monsieur le Maire et le Docteur DOYER, Adjoint aux sports, ont reçu le dirigeant du club SN4C le 31 octobre dernier.

Venu exposer la situation présente de son club (voir question précédente), Monsieur le Président, Grégory BAVAY, a par ailleurs sollicité une aide exceptionnelle qui servirait à participer aux dépenses importantes effectuées par le club à la suite de sa représentation :

- les 5 et 6 novembre au championnat départemental à Saint Pol sur Mer.
- les 12 et 13 novembre au championnat régional à Abbeville.
- le 20 novembre aux interclubs toutes catégories à Saint-Amand-les-Eaux.

et s'élevant à 1 000 € au total.

Monsieur DEUDON propose :

- de participer à hauteur de 50 % de la dépense et d'accorder une subvention exceptionnelle de 500€ à la SN4C.

En cas d'accord, les crédits sont inscrits au budget de l'exercice 2022 – article 6574.

Madame Desreumaux : « *Juste, puisqu'il s'agit de piscine. Est-ce que l'on a une certitude quant à l'ouverture prochaine en janvier de la piscine de Caudry?* »

Monsieur le Maire : « *Oui, la piscine rouvrira le 2 janvier.* »

Madame Desreumaux : « *Je vous remercie.* »

ADOpte A L'UNANIMITE

*Affaire suivie par Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services.
Délibération transmise en sous-préfecture le 20/12/2022*

18. MOTION POUR DES MESURES D'URGENCE FACE AUX PRIX DE L'ENERGIE POUR LES COMMERCANTS ET ARTISANS

Madame Sandrine TRIoux, Adjointe au Maire, expose que Monsieur le Maire a réuni de nombreux commerçants et artisans caudrésiens le 30 novembre 2022 afin de les soutenir et de relayer leurs très vives inquiétudes face à l'explosion des prix de leurs factures d'électricité.

Dans ce contexte de hausse qui fait craindre des situations catastrophiques pour bon nombre de commerçants – des factures multipliées par 3 à 10 fois les tarifs actuels – Monsieur le Maire a entendu le désarroi de ces entrepreneurs qui après des périodes de confinements, une relance économique pénible, les conséquences du conflit Ukraine / Russie, un PGE à rembourser, le manque évident de salariés, l'augmentation du prix des matières premières, se retrouvent désormais devant des factures énergétiques insurmontables. Ils voient partir, avec gravité, le fruit de leur travail en chauffage, en électricité, et seront contraints de procéder à des licenciements ou envisager très sérieusement la fermeture de leur commerce / entreprise.

C'est très clairement vers un tsunami social et économique qui va s'abattre sur nos entreprises si le Gouvernement ne prend pas des décisions urgentes pour les protéger.

Aussi au même titre que pour les particuliers et les collectivités territoriales, le Conseil municipal :

- s'alarme et s'insurge contre les augmentations colossales sans précédents des prix de l'électricité.
- Demande pour la survie des métiers de nos boulangers, bouchers, traiteurs, restaurateurs, carrossiers, fleuristes, pizzaiolo, pour nos industriels et dentelliers caudrésien(ne)s... des mesures immédiates à la hauteur de la menace du péril économique qui les guette :

-désindexer le prix de l'électricité sur le gaz : par cette action, les factures en Espagne et au Portugal ont été divisées par 3.

-prolonger le guichet – droit ARENH jusqu'au 31 décembre 2022 : cela permettra aux entrepreneurs de « mixer » leurs fournisseurs et de baisser leurs tarifs d'achat,

-exiger des fournisseurs qu'ils ne vendent pas au-delà du prix de gros, soit 500 € du mégawatt/heure actuellement.

-interdire aux fournisseurs la discrimination parmi leurs clients en fonction de leur note financière ou de leur activité.

-laisser la possibilité aux entreprises de choisir leur fournisseur, avec interdiction pour le fournisseur de refuser.

-faciliter et échelonner le paiement des factures 2023.

-baisser la TVA sur les matières de première nécessité,

réclame l'application rapide du bouclier tarifaire pour les bouchers et les boulangers.

Monsieur le Maire : « Oui, malheureusement je pense que tout le monde est au courant de la situation. Alors ça fait qu'il y a eu pas mal d'échos dans la presse, à la télévision, etc. Donc nous, nous avons notre par exemple notre boulanger plus ancien « Delrue », dont la facture énergétique va passer de 13 000 € à 102 000 € / an. Nous avons la boulangerie « Basquin » qui a deux sites, qui va devoir payer 8 000 € en plus d'électricité par an... Par mois, pardon, par mois, excusez-moi, par mois oui tout à fait. Et après « Leduc » je n'étais pas, j'ai pas. Voilà l'autre boulangerie, « Leduc » multiplié par quatre. Tout le monde est touché. Restaurateurs, bouchers bars, les entreprises également. Oui, voilà. Donc je pense qu'on ne peut pas rester sans rien dire. Et donc on vous propose de voter cette motion qui sera envoyée à Bruno Le Maire. Voilà. Oui, madame.

Madame Disdier-Ethuin : « Oui, Monsieur le Maire, Je souhaiterais prendre la parole ce soir et, une fois n'est pas coutume, je vais faire un petit peu de politique. Monsieur le maire, chers collègues, je voudrais tout d'abord dire, en tant qu'élu, mais aussi en tant que chef d'entreprise d'une TPE, que je suis de tout cœur avec mes collègues, commerçants, artisans, gérants de TPE, PME touchés de plein fouet par l'explosion de leurs factures d'électricité. Seules des personnes qui ont voué leur vie à leur entreprise peuvent se mettre à leur place. Créer son entreprise, c'est l'investissement personnel et financier de toute une vie. Être chef d'entreprises, c'est aussi être responsable de toutes ces femmes et ces hommes qui travaillent au sein de nos établissements pour nous aider à la développer. Ce n'est pas la peine de vous rappeler que le commerce et l'artisanat sont les premiers employeurs de France. Nous sommes à l'aube d'une hécatombe de fermetures de commerces qui vont engendrer des milliers de pertes d'emplois dans toute la France. Alors oui, Monsieur le Maire, je suis d'accord avec vous, la situation est catastrophique. Nous allons assister à un véritable drame humain et économique. Comment absorber une telle augmentation sur les factures d'électricité? C'est quasiment impossible et je comprends le désarroi de mes collègues. Cependant, à la lecture de cette motion, je vois une grande hypocrisie de votre part, Monsieur le Maire. Vous qui, sans scrupule, reprenez une partie du programme de notre candidate Marine LE PEN lors des présidentielles 2022, telle que la baisse de la TVA sur les produits de première nécessité. Le Rassemblement national avait fait du pouvoir d'achat son cheval de bataille pendant cette présidentielle, nous étions les seuls à prévenir de l'ampleur de la catastrophe. Alors même qu'au soir du premier tour des élections présidentielles, après avoir annoncé les scores et l'arrivée de notre candidate en tête avec 43,5 % à Caudry et ce devant la caméra, vous appeliez, je vous cite: les Français à reprendre la raison et à voter au deuxième tour pour Emmanuel Macron parce que l'extrême droite n'avait pas sa place en France. Et j'irai encore plus loin, puisque l'on peut s'apercevoir que votre père, Guy Bricout, député de la 18^e circonscription, est le député le plus proche de la majorité présidentielle, alors qu'il n'en est pas membre, avec 53 % de votes favorables. Guy Bricout est aussi le plus proche de la majorité présidentielle dans son propre groupe, « LIOT », avec 10 % de votes favorables en plus de son groupe. D'ailleurs, je trouve qu'on ne l'a pas beaucoup entendu interpellier le gouvernement sur ce sujet si dramatique. Donc, permettez-moi d'avoir un petit peu le sourire lorsque je lis cette motion, même si ce sujet en réalité ne me fait pas du tout rire. Moi je vois surtout aujourd'hui une façon de faire le buzz sur le dos des artisans qui sont en grandes difficultés. Et de par vos comportements et vos prises de décision, vous êtes en réalité et preuves à l'appui, vous comme votre père, les complices de cette situation catastrophique. Lors de la dernière séance plénière au Conseil régional la semaine dernière, mes collègues du groupe « Rassemblement National Indépendants et apparentés » ont présenté une motion visant aussi à soutenir nos TPE et PME face à cette énorme crise. Comme à l'accoutumée, Xavier Bertrand et sa majorité ont voté contre cette motion. Moi, ce soir, je vais vous montrer que je suis beaucoup moins sectaire que vos amis. Mais je souhaitais surtout vous mettre devant vos responsabilités face à la situation qui se profile à l'horizon. Lors de la crise de Covid, vous êtes resté très longtemps silencieux. J'ai dû vous interpellier en Conseil municipal pour que vous veniez au secours de nos commerçants afin de leur octroyer une aide financière pour passer le cap et maintenir leur commerce à flot. À la suite de quoi, vous aviez débloqué une enveloppe pour les soutenir. Et dans cette nouvelle crise, il est important qu'une fois de plus, la municipalité soit au plus près de ces entreprises qui souffrent. En réalité, cette augmentation de l'énergie était prévisible. Il y a eu un manque d'anticipation du gouvernement et surtout des décisions prises au niveau de l'Union Européenne qui ne nous permettent pas de prendre les bonnes décisions pour notre pays et pour nos entreprises. Alors oui, je vais voter cette motion parce qu'elle est importante pour les artisans, commerçants, TPE, PME de notre région et de notre pays. Et peut-être qu'à force de reprendre nos propositions, vous finirez par reconnaître que le Rassemblement National est le plus apte actuellement à gérer notre pays. Je vous remercie. »

Monsieur le Maire : *« Effectivement, je vous confirme Madame Ethuin, que je reconnais bien là l'extrême droite qui a toutes les solutions, toutes les solutions. Et je reconnais bien là le discours... discours haineux, discours dénonciateur qui n'a rien à faire ici, parce qu'ici on est à Caudry, on n'est pas... Alors vous parlez. Vous me dites que j'ai appelé les Français. Alors, je connais beaucoup de monde, mais appeler tous les Français à voter pour Emmanuel Macron, j'en suis très loin, je pense. »*

Madame Disdier-Ethuin: *(en fond) « J'ai une vidéo, hein, si vous voulez. »*

Monsieur le Maire : *« Et non, je n'ai pas appelé les Français Madame, donc arrêtez de dire des bêtises. Et puis après, vous, je pense que tous les Caudrésiens et tous les commerçants savent ce qu'on fait pour eux. Alors si ça c'est de l'hypocrisie... de l'hypocrisie, on a tous les jours parce que je vous rappelle que la représentante de la Chambre de Commerce, quand elle vient à Caudry, elle dit : je n'ai jamais vu une ville qui en faisait autant pour ses commerçants. Voilà. Alors effectivement, vous pouvez dire ce que vous voulez, mais nous les actes sont là, on a toujours soutenu nos commerçants et ça ce n'est pas le buzz hein, on a toujours été aux côtés de nos commerçants, on les a toujours accompagnés, aidés et je voulais un petit peu vous vous envoyer la balle parce que j'ai beaucoup souri quand vous avez dit que vous souteniez Buitoni, hein, quand vous êtes... quand vous êtes arrivée des semaines après, que tout était joué. Moi, je l'ai fait dès le début et je peux reprendre tous les, tous les,... tout ce que j'ai, tout ce que j'ai fait »*

Madame Disdier-Ethuin : *(interpelle Monsieur le Maire au loin, mais propos inaudibles)*

Monsieur le Maire : *« Ouais. Ah oui, ça... ça, c'est ce que vous dites. Oh non, je ne suis pas au courant. Oui, tout à fait. Voilà. Donc bon. Bref, pas grand-chose à rajouter à votre discours. C'est dommage, on avait passé une bonne soirée, hein, Vous l'avez un peu gâchée, mais bon. »*

Madame Disdier-Ethuin : *« La situation est suffisamment dramatique pour ça Monsieur le Maire. »*

Monsieur le Maire : *« Oui, mais on est bien au courant madame Ethuin. Parce qu'on a organisé une réunion avec nos commerçants, pour les écouter. On a fait venir un spécialiste de l'énergie, pour les écouter. Voilà. Après, je ne sais pas ce que vous avez fait pour eux, vous, en tant que conseillère régionale, dites-moi. »*

Madame Disdier-Ethuin : *« Oui, on a déposé une motion qui, comme d'habitude, est rejetée, par votre ami Xavier Bertrand. »*

Monsieur le Maire : *« D'accord. Ah oui, qui n'est pas... C'est pas hypocrite ça, de votre côté ? Non, mais vous, ce n'est pas hypocrite ? »*

Madame Disdier-Ethuin : *« C'est relativement... ce qui est hypocrite Monsieur... »*

Monsieur le Maire : *... »C'est hypocrite ici ce qu'on fait. Mais vous, c'est pas. »*

Madame Disdier-Ethuin : *« C'est que constamment, vous crachez sur le dos du gouvernement et en même temps vous appelez à voter pour lui, voilà. »*

Monsieur le Maire : *« Bah oui, j'ai appelé à voter contre l'extrême droite effectivement. »*

Madame Disdier-Ethuin : *« Alors que vous connaissiez ce dont est capable Monsieur Macron puisque on le subit déjà depuis 5 ans. »*

Monsieur le Maire : *« Oui, mais je sais ce dont est capable Madame.... madame votre Présidente et puis vos collaborateurs. Donc voilà, j'assume, j'assume effectivement, je ne cautionne pas l'extrême droite. Voilà. »*

Madame Desreumaux : *« Excusez-moi, est-ce que je peux prendre ma parole? »*

Monsieur le Maire : « *Oui, madame. »*

Madame Desreumaux : « *Alors moi, je suis très étonnée ce soir d'entendre des propos politiques de madame, madame Ethuin qui, à chaque fois s'offusque dès que je disais que je vais sur ce terrain, du mieux que je le peux. Je suis aussi très étonnée d'entendre Madame Ehuin ce soir, à charge contre messieurs Guy et Frédéric Bricout, alors que d'habitude on est là à se, à se rendre la pareille et puis à se soutenir et surtout, je le rappelle parfois, à applaudir vos propos, Madame Ethuin. Alors non, le RN n'a pas la main sur le cœur comme vous venez de vouloir nous le faire croire et comme vous venez de le crier. Non, et je vous le rappelle, que le RN n'a pas voté la proposition d'augmentation du SMIC. Donc maintenant, dites-moi réellement de quel côté vous êtes. Maintenant, encore une fois, la solution n'est pas dans le populisme et encore moins dans, dans le vote du Rassemblement National. Voilà, pour ma part, je m'associe à cette... pleinement à cette motion et je la signerai. »*

ADOpte A L'UNANIMITE

*Affaire suivie par Madame SZOPA, Directrice Relations publiques, Événementiel, Vie économique locale, Emploi
Délibération transmise en sous-préfecture le 20/12/2022*

INFO 1 : CONTRATHEQUE POUR LA PERIODE DU 1^{er} JANVIER 2022 AU 02 DECEMBRE 2022

Madame Liliane RICHOMME, Adjointe au Maire informe les membres du Conseil municipal que, dans le cadre de la délégation qui lui a été consentie par ce dernier au titre de l'article L.2122-22-4° du Code Général de Collectivités Territoriales, les marchés publics et les modifications des marchés publics conclus pour la période du 1^{er} janvier 2022 au 02 décembre 2022 sont indiquées dans le tableau (voir annexe).

INFO 2 : DECISION DE MONSIEUR LE MAIRE

Lecture par Monsieur Didier BONIFACE, Adjoint au Maire.

- Occupation du domaine public – SARL GODIN – Distributeur Place d'Audencourt (voir annexe)

Monsieur le Maire : « *Très bien, Merci Didier. Alors messieurs, dames, donc l'ordre du jour étant épuisé, je vous souhaite une bonne soirée et de joyeuses fêtes de fin d'année. Voilà! Et à l'année prochaine! En pleine forme. »*

Madame Desreumaux : « *Excusez-moi, est-ce qu'on a une date pour le prochain Conseil ? »*

Monsieur le Maire : « *Non, pas encore, pas encore, madame Baccout? ...Non, on n'a pas encore les dates pour... »*

Madame Baccout : *(en fond) « Non les dates ne sont pas encore fixées. »*

Monsieur le Maire : « *Non, on ne les a pas encore fixées. »*

Madame Desreumaux: « *Est-ce que. Excusez-moi, Est-ce que vous pourriez juste me dire dès que vous l'avez, la date de janvier, si c'est possible? Je vous remercie. »*

L'ordre du jour étant épuisé la séance est levée à 19h40.